

LUTTONS ENSEMBLE!

Votee le 4 août 2007, la loi dite "d'autonomie des universités" est un pas de plus vers la privatisation de l'enseignement supérieur. Sous le prétexte de permettre une meilleure insertion des étudiants dans le monde du travail, les entreprises vont pouvoir y investir de manière croissante. Comme le dit l'adage "qui paie exige": le contenu des études, les statuts des personnels et des étudiants vont s'appauvrir, et ce au profit des patrons, qui y puiseront une main d'œuvre adaptée à leurs besoins immédiats. Pour s'opposer à cette loi, **une quinzaine d'universités ont décidé la grève et le blocage des bâtiments** (dont Caen depuis le 6 novembre).

Nous avons constaté que l'université n'est pas le seul secteur de la société auquel le gouvernement s'attaque. En effet, nous assistons à une accélération de la casse des services publics et des conditions de vie d'une grande partie de la population. **C'est une pluie de coups que nous recevons de ce gouvernement.** Elle est notamment dirigée contre :

- Les chômeurs (fusion ANPE - ASSEDIC, radiations massives, mise au travail forcé).
- Les cotisants des régimes spéciaux de retraites (avant 1993, tout le monde cotisait 37,5 ans).
- Les membres de la Fonction Publique (non renouvellement d'un poste sur deux, dégradation des statuts).

Aussi, dans un **contexte déjà difficile** (dégradation des conditions de travail, vie chère, coût du logement exorbitant...), la majorité de la population est visée: les services publics assurant le transport, la santé (avec par exemple la franchise médicale), ainsi que l'éducation sont progressivement hachés menus.

Des projets terrifiants sont sur les rails: TVA sociale, allongement progressif de la durée de cotisation des retraites jusqu'à 45 ans – programmé d'ici à 2020. On nous parle de déficit de la sécurité sociale (11 milliards d'euros en 2006), du système des retraites (4 milliards d'euros prévus en 2007), pour justifier toujours plus de restrictions. **L'argent est là : depuis 1980, 10% des richesses produites par an en France sont passées des mains des travailleurs à celles du patronat, soient 180 milliards d'euros!** Comme d'habitude, le gouvernement et le MEDEF cherchent à diviser pour mieux régner:

- Travailleurs français et travailleurs immigrés
- Cotisants des régimes spéciaux/ cotisants des régimes classiques.
- Salariés du public et du privé
- Actifs/ inactifs

C'est bien la preuve que le pouvoir craint que toutes ces catégories luttent coudes à coudes, et plus encore, n'élaborent une plate-forme de revendications commune. La solidarité ne se décrète pas, elle se construit dans et par la lutte. Notre démarche vise à créer, à la base, dans la rue et bientôt lors d'assemblées générales et d'actions communes. Outre le retrait de la loi dite d'autonomie des universités, nous luttons pour la satisfaction pour toutes et tous des besoins sociaux fondamentaux, fondée notamment sur la gratuité des services publics (éducation, santé, transport etc.).

NOUS ESPERONS AMORCER CE DEBAT ET TISSER CES PREMIERS LIENS NOTAMMENT EN REJOIGNANT ET EN PARTICIPANT AUX MANIFESTATIONS DES COTISANTS DES REGIMES SPECIAUX LE 14 NOVEMBRE, **AINSI QUE CELLE DES MEMBRES DE LA FONCTION PUBLIQUE LE 20 NOVEMBRE.**

**LA DIVISION ENTRAINÉ LA RESIGNATION ET LA DEFAITE.
CE N'EST QU'ENSEMBLE QUE NOUS POUVONS VAINCRE**